

Modèle de Contrat de cooptage

Mis à jour le : 10.02.2025

Introduction

1. Définir les conditions d'éligibilité 📋

- ✓ Qui peut coopter et dans quelles conditions ?
- ✓ Quels types de postes sont concernés ?

💡 **Exemple** : Un salarié recommande un candidat pour un poste à pourvoir. Le contrat précise que la prime est versée uniquement si le candidat est recruté.

2. Sécuriser le paiement de la prime 💰

- ✓ Fixer le montant et les modalités de versement.
- ✓ Conditionner le paiement à la validation de la période d'essai.

💡 **Exemple** : Une prime de 1000€ est versée en deux temps : 50% à l'embauche, 50% après validation de la période d'essai.

3. Encadrer la confidentialité et éviter les conflits d'intérêt 🗝️

- ✓ Garantir la protection des informations transmises.
- ✓ Exclure certaines candidatures (ex : anciens salariés, proches des recruteurs).

💡 **Exemple** : Un salarié ne peut pas coopter un membre de sa famille ou un candidat ayant postulé récemment.

4. Prévenir les abus et fraudes ⚖️

- ✓ Interdire la cooptation fictive ou détournée.
- ✓ Préciser que l'entreprise conserve son indépendance dans le choix du recrutement.

💡 **Exemple** : Un salarié ne peut pas coopter quelqu'un en échange d'un avantage personnel ou d'un arrangement secret.

Conclusion

Le **contrat de cooptage** protège l'**entreprise et le coopteur** en établissant des règles claires. Il garantit un processus transparent et permet de **motiver les collaborateurs** à participer activement au recrutement.

Nota Bene - Clause de non-responsabilité

Les informations et modèles contenus dans ce document sont fournis à titre indicatif et ne sauraient en aucun cas constituer un avis juridique ou remplacer l'assistance d'un professionnel qualifié. Bien que toutes les précautions aient été prises pour fournir des informations exactes et à jour, l'éditeur de ce document décline toute responsabilité en cas d'erreurs, d'omissions ou d'inexactitudes.

Il est recommandé aux utilisateurs de ce modèle de consulter un avocat ou un conseiller juridique spécialisé pour vérifier la conformité des documents aux lois et règlements en vigueur, en fonction de leur situation spécifique. L'éditeur ne pourra être tenu responsable d'aucun dommage direct ou indirect résultant de l'utilisation de ces modèles, y compris en cas de requalification d'un contrat, de litiges, ou de sanctions administratives.

L'utilisation de ce modèle est effectuée sous la seule responsabilité de l'utilisateur. L'éditeur se réserve le droit de modifier et d'actualiser le contenu de ce document sans préavis.

Contrat de cooptage

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

1. **[Nom de l'Entreprise]**, société immatriculée sous le numéro **[Numéro SIRET]**, ayant son siège social à **[Adresse]**, représentée par **[Nom du représentant]**, en sa qualité de **[Fonction]**, ci-après dénommée « l'Entreprise ».
2. **[Nom du Coopteur]**, demeurant à **[Adresse]**, ci-après dénommé « le Coopteur ».

Ci-après désignés ensemble les « Parties ».

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet d'encadrer la recommandation de candidats par le Coopteur en vue d'un recrutement par l'Entreprise. En cas d'embauche d'un candidat recommandé, une prime de cooptation sera versée selon les conditions définies ci-après.

ARTICLE 2 - CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

Le Coopteur doit respecter les critères suivants pour bénéficier de la prime :

- Être un **[salarié, partenaire ou client]** de l'Entreprise.
 - Proposer un candidat dont le profil correspond à un poste ouvert dans l'Entreprise.
 - Ne pas être le recruteur direct ou un membre du service RH.
-

ARTICLE 3 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA PRIME

Si le candidat recommandé est embauché, le Coopteur percevra une prime de **[Montant en euros]**, selon les modalités suivantes :

- **[X]% à la signature du contrat du candidat.**
- **[X]% après validation de la période d'essai de [Durée] mois.**

Aucun paiement ne sera effectué si le candidat quitte l'Entreprise avant la fin de la période d'essai.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU COOPEUR

Le Coopteur s'engage à :

- Transmettre uniquement des candidatures pertinentes et en adéquation avec le poste.
 - Ne pas inciter un salarié de l'Entreprise à quitter son poste pour être coopté.
 - Respecter la confidentialité des informations liées au recrutement.
-

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

L'Entreprise s'engage à :

- Examiner les candidatures recommandées de manière impartiale.

- Verser la prime de cooptation selon les conditions convenues.
 - Informer le Coopteur de l'issue du recrutement dans un délai raisonnable.
-

ARTICLE 6 - EXCLUSIONS ET LIMITES

Ne sont pas éligibles à la prime de cooptation :

- Les recommandations de candidats ayant déjà postulé dans les **[X] derniers mois**.
 - Les candidatures internes ou celles issues d'un cabinet de recrutement.
 - Les recommandations de candidats déjà employés dans une filiale du groupe.
-

ARTICLE 7 - DURÉE ET RÉSILIATION

Le présent contrat prend effet à compter du **[Date]** et reste en vigueur jusqu'à **[Date de fin ou durée indéterminée]**.

Il peut être résilié par l'une des parties avec un préavis de **[Durée]**, notifié par courrier recommandé.

ARTICLE 8 - CONFIDENTIALITÉ

Les Parties s'engagent à ne pas divulguer d'informations sensibles sur les processus de recrutement, les candidats ou les conditions de cooptation.

ARTICLE 9 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE

Le présent contrat est régi par le droit **[Pays]**.

En cas de litige, les Parties s'engagent à tenter une médiation avant de saisir le **[tribunal compétent]**.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS FINALES

- Ce contrat constitue l'intégralité de l'accord entre les Parties.
- Toute modification devra être formalisée par un avenant écrit signé des Parties.
- Chaque Partie conserve un exemplaire signé.

Fait à **[Lieu]**, le **[Date]**, en **[Nombre]** exemplaires.

Signatures :

[Nom et Signature Représentant de l'Entreprise]
[Nom et Signature du Coopteur]

Pensez à ajuster chaque clause selon votre situation et consultez un professionnel si nécessaire.